



## Dérégulation de la vente - Pénuries de médicaments – mobilisation des officines

*Madame Marie-Claude Varailles interpelle Madame la ministre du travail, de la Santé et des Solidarités sur la libéralisation de la vente en ligne des médicaments.*

La Fédération des pharmaciens d'officines (FSPF) et l'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (USPO) ont appelé à une nouvelle mobilisation le 30 mai en réaction aux propos du premier ministre sur la libéralisation de la vente en ligne des médicaments.

**MARIE-CLAUDE**

**VARAILLAS**

SENATRICE  
DE  
LA DORDOGNE

VICE-PRESIDENTE  
COMMISSION D'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE ET DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE

MEMBRE DE LA DELEGATION AU  
DROIT DES FEMMES

CONSEILLERE  
DEPARTEMENTALE

CANTON ISLE MANOIRE

Les pharmaciens jouent un rôle majeur dans la prise en charge des patients puisqu'ils peuvent renouveler les traitements, conseiller, dépister ou encore vacciner. Un accompagnement qui est d'autant plus important dans les territoires en proie à la désertification médicale où les patients sont privés de professionnels de santé.

Dès lors, les pharmaciens s'inquiètent d'une éventuelle dérèglementation de la vente en ligne qui placerait les médicaments au rang de biens de consommation, balayant dans le même temps tout l'accompagnement médical et paramédical qu'ils prodiguent aux patients.

Cette piste envisagée par le premier ministre trahit un manque de reconnaissance de la profession de pharmacien, qui fait face à une crise des vocations et un manque de visibilité depuis la réforme Parcoursup, avec 1 000 places vacantes l'an passé et 500 cette année.

Enfin, dans un contexte de pénurie de médicaments, la dérégulation de la vente est également un risque de voir le prix des médicaments flamber, sans solutionner notre dépendance pharmaceutique à la Chine. Mon groupe parlementaire avait, à cet égard, proposé la constitution d'un pôle public du médicament afin de retrouver la maîtrise publique des médicaments, de leur prix, et de mettre fin aux pénuries. De plus, les nouvelles orientations stratégiques pour 2024-2026 de Sanofi ne sont pas de nature à rassurer et nous alertent sur l'urgence d'intervenir pour mettre fin au démantèlement de ce groupe français qui a perçu plus d'un milliard d'euros d'aides publiques en 10 ans pour développer la recherche et qui s'apprête à externaliser des services essentiels.

Aussi, elle lui demande ce que prévoit le Gouvernement pour garantir un accès aux médicaments sécurisé et préserver un maillage pharmaceutique homogène sur l'ensemble du territoire ?